

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

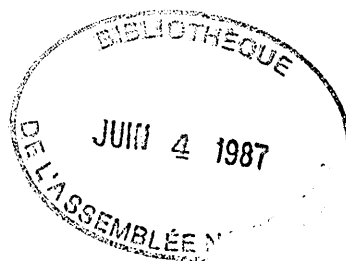
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 36

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires

Présentation

**Présenté par
M. Herbert Marx
Ministre de la Justice**



**Éditeur officiel du Québec
1987**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi apporte certaines modifications à la Loi sur les tribunaux judiciaires.

En premier lieu, il assure aux juges des Cours municipales de Laval, de Montréal et de Québec ainsi qu'aux juges de la Cour provinciale, de la Cour des sessions de la paix et du Tribunal de la jeunesse le maintien de leurs droits quant à leur rémunération et à leur régime de retraite lorsqu'ils sont transférés d'un tribunal à l'autre.

Par ailleurs, il consacre la représentativité de la Conférence des juges du Québec et de la Conférence des juges municipaux du Québec en leur reconnaissant expressément un pouvoir de recommandation lors de la nomination par le gouvernement des membres du Conseil de la magistrature.

Projet de loi 36

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16) est modifiée par l'insertion, après l'article 5.2, des suivants:

«**5.3** Un juge de la Cour municipale de Montréal, de Laval ou de Québec qui y a exercé la fonction de juge en chef pendant au moins sept ans et qui est nommé juge à une autre de ces cours municipales, à la Cour provinciale, à la Cour des sessions de la paix ou au Tribunal de la jeunesse a droit de recevoir, jusqu'à ce que son traitement de juge, suite à sa nomination, soit égal au montant du traitement et de la rémunération additionnelle qu'il recevait lorsqu'il a cessé d'exercer sa fonction de juge en chef, la différence entre ce dernier montant et son traitement.

«**5.4** La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, avec l'autorisation du gouvernement, et les municipalités de Montréal, de Laval et de Québec peuvent conclure entre elles des ententes de transfert pour faire compter, à l'égard d'un juge visé par le régime de retraite des juges des Cours municipales de Montréal, de Laval ou de Québec ou par le régime de retraite prévu par la Partie VI de la présente loi, tout ou partie des années de service comptées dans un autre régime de retraite auquel participait le juge et qui était celui des juges de la Cour municipale de Montréal, de Laval ou de Québec, le régime de retraite prévu par la Partie VI de la présente loi ou le régime de retraite prévu aux articles 100 et suivants de la présente loi.

Cette entente peut avoir effet à toute date antérieure qui y est fixée.

Les sommes nécessaires à l'application du présent article sont reçues ou payées selon les régimes de retraite concernés. ».

2. L'article 84.11 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Il en est de même du juge des sessions qui a exercé la fonction de juge en chef, de juge en chef associé ou de juge en chef adjoint pendant au moins sept ans ou de juge coordonnateur pendant au moins cinq ans et qui est nommé à la Cour municipale de Montréal, de Laval ou de Québec. ».

3. L'article 108 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « à même le fonds consolidé du revenu »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Toutes les sommes payées en vertu du régime de retraite prévu par la présente sous-section sont prises sur le fonds consolidé du revenu. ».

4. L'article 237 de cette loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne, des mots « à même le fonds consolidé du revenu ».

5. Cette loi est modifié par l'insertion, après l'article 246, du suivant:

« **246.1** Toutes les sommes perçues en vertu du régime de retraite prévu par la présente partie sont versées au fonds consolidé du revenu. Toutes les sommes requises pour l'application de ce régime sont prises sur le fonds consolidé du revenu. ».

6. L'article 248 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe e, des mots « d'un organisme représentatif des juges de ces cours » par les mots « de la Conférence des juges du Québec »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe e. 1, des mots « d'un organisme représentatif des juges de ces cours » par les mots « de la Conférence des juges municipaux du Québec ».

7. L'article 258 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, de ce qui suit: « un organisme représentatif des juges visés dans le paragraphe *e* de l'article 248, avec » par ce qui suit « la Conférence des juges du Québec, la Conférence des juges municipaux du Québec, ».

8. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).